



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/04/2024

Reçu en préfecture le 02/04/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240326-2024_10-DE



DÉLIBÉRATION

2024/10

MONTANT FORFAITAIRE DEROGATOIRE A L'OCCASION DU 37EME CONGRES NATIONAL DE MEDECINE ET DE SANTE AU TRAVAIL

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Mars 2024 à 15 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale et abrogeant le décret 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu la délibération 2023/67 du 19 décembre 2023 relative aux frais de repas et d'hébergement occasionnés par les déplacements professionnels du personnel ;

Monsieur le Président rappelle que les agents de notre établissement sont amenés à effectuer des déplacements et participations à diverses réunions ou congrès où ils représentent le centre de gestion du Pas-de-Calais.

Il précise que le conseil d'administration de l'établissement fixe le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais et taxes d'hébergement dans la limite du taux prévu aux premier et deuxième alinéas de l'article 7 du décret du 3 juillet susvisé.

Il indique que le conseil d'administration peut également fixer, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités qui ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Il précise qu'une délégation composée d'agents du service de médecine préventive participera au congrès national de médecine et santé au travail qui se déroulera du 4 au 7 juin 2024 à MONTPELLIER.

Il expose que le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement pour un déplacement à Montpellier, incluant le petit-déjeuner, est fixé à 120 euros par jour pour l'hébergement, ce qui n'est pas en adéquation avec les montants pratiqués et susceptibles d'être engagés par les participants.

Il propose donc, dans un souci de bon fonctionnement des services, d'optimisation des moyens et éviter que les agents supportent des coûts qui peuvent être non négligeables, de mettre en place pour la période du 4 au 7 juin 2024 un montant forfaitaire dérogatoire pour les frais et taxes d'hébergement à hauteur de 150 euros par personne.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* d'instaurer, pour le déplacement qui sera effectué au congrès de médecine organisé du 4 au 7 juin 2024 à MONTPELLIER, un montant forfaitaire dérogatoire pour les frais et taxes d'hébergement à hauteur de 150 euros par jour et par personne ;
- ♦ *PRECISE* que ce montant forfaitaire dérogatoire ne pourra, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIERE, le 26 mars 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY